

Bonn au centre

du débat

24 AOÛT 1971

LE chancelier Willy Brandt souhaite immédiatement reprendre le contact avec les autorités françaises et, si c'est possible, au Sommet, avant la nouvelle réunion monétaire des Six prévue pour la mi-septembre. Après les incidents de Bruxelles, cette démarche peut paraître insolite et pourtant elle ne saurait surprendre. La République fédérale ne veut pas rompre avec la France et mettre en péril le Marché commun, précisément parce que la France et l'Allemagne forment le pilier central de cette Communauté.

Seulement, il ne faut pas demander aux Allemands de raisonner comme nous. Les deux peuples ne sont pas semblables, même s'ils sont complémentaires. La République fédérale a atteint une telle puissance économique qu'elle a aujourd'hui sa propre politique et que rien ni personne ne pourra la faire changer sur les principes qu'elles considèrent, à tort ou à raison, comme les plus conformes à la défense de ses intérêts, même si parfois son action, par une certaine brutalité ou un manque de diplomatie, peut heurter ses partenaires. C'est la même attitude que prend Bonn à l'égard de toutes les grandes puissances, et même avec les Etats-Unis dont on l'accuse parfois de n'être plus que le servile co-adjuteur, principalement dans la crise monétaire du moment.

A l'égard des Etats-Unis, sur le fond, les Allemands pensent un peu comme les Britanniques. Ils estiment que la prospérité du monde libre suppose la prospérité des Etats-Unis parce qu'ils sont la pierre du monde libre et que, jusqu'à preuve du contraire, personne ne peut les remplacer. En d'autres termes, les Allemands approuvent certainement ce qu'écrivait le 23 août « L'Economist » de Londres : « Toutes les belles théories sur la nécessité de la détente en Europe seraient balayées par les Soviétiques si les Européens s'imaginaient que la prospérité pourrait procéder de leur indépendance à l'égard de la techno-

logie et de la force militaire des Etats-Unis. Les Allemands ont besoin du parapluie atomique américain et ils sont prêts à de nombreux sacrifices pour le garder. »

Comme les Etats-Unis, la République fédérale base toute son action économique et commerciale sur le libéralisme et refuse encore plus que les Américains toute forme de dirigisme. L'Etat doit servir l'entreprise libre, il ne doit pas être ni son tuteur ni son maître d'œuvre. La puissance économique allemande repose sur son commerce extérieur, donc, il faut que les marchés économiques et les marchés monétaires obéissent à la loi de l'offre et de la demande. C'est pourquoi les Allemands refusent le contrôle des changes, le double marché et tout ce qui peut conduire au protectionnisme monétaire et qui conduirait presque fatalement au dirigisme monétaire. Ce n'est pas pour rien que, simultanément, K. Schiller, ministre fédéral de l'Economie et des Finances, et O. Emminger, vice-président de la Banque Centrale, viennent d'affirmer que le dollar allait remonter.

La République fédérale est la charnière entre le monde libre et le monde communiste européen.

Depuis des mois W. Brandt a lancé sa politique d'ouverture à l'Est ; avec l'accord de Berlin, elle est en passe de marquer un point, à l'intérieur comme à l'extérieur. L'accord, s'il est finalement paraphé, humanisera le sort des Allemands de l'Ouest et permettra la ratification par le Bundestag du traité germano-soviétique ; il accélérera les préparatifs de la Conférence européenne de Sécurité, mais il suscitera certainement des soupçons sur le bien final du rapprochement entre Bonn et Moscou. Il ne manquera pas non plus de réveiller les craintes que la République fédérale ne se taille la plus large part du

Henry PEYRET.

(Suite page DIX, col. 1 et 2.)

Bonn au centre du débat

24 AOUT 1971

(Suite de la première page)

gâteau dans les commandes que l'Est passera à l'Ouest.

La République fédérale doit comprendre que sa puissance économique et monétaire lui laisse de larges possibilités d'action mais il est indispensable qu'à l'égard des Etats-Unis comme de l'Union soviétique elle tienne compte de l'impérieuse nécessité d'une solidarité totale avec ses autres partenaires du

Marché commun. Elle ne peut prétendre parler au nom des Six, puisqu'elle n'est pas mandatée par eux. Elle a déjà troublé le jeu monétaire en laissant le mark flotter trop vite. L'erreur ne doit pas être recommencée, il faut, et dans les délais les plus brefs, que les Six se mettent d'accord sur une politique, et que tous les Etats-membres l'appliquent, même si elle leur impose quelques sacrifices de doctrine ou d'intérêts immédiats.